

Un plan d'urgence contre la crise, maintenant !

Les mobilisations féministes autour du 8 mars ont été importantes, avec des dizaines de milliers de personnes mobilisées. Petit à petit, la vague féministe internationale, qui se construit depuis plusieurs années, approche la France. Il est temps ! Ces mobilisations se dressent contre les violences faites aux femmes, le sexisme quotidien, mais aussi la dégradation terrible de la situation des femmes dans le cadre de la pandémie, en termes de conditions de travail dans l'entreprise et à la maison avec les violences conjugales... Elles sont une lueur d'espoir dans un contexte global difficile. Ainsi, le Premier ministre a annoncé que 60 % des personnes testées au Covid-19 seraient malades du « variant anglais ». Et les suppressions d'emplois continuent, y compris dans des entreprises parmi les plus puissantes comme Renault et Sanofi.

Crise sanitaire et sociale, réponse répressive

À cette situation, le gouvernement répond par le maintien de l'activité partielle qui ne rémunère qu'à 84 % du salaire net, par une réforme de l'assurance chômage qui va réduire les prestations de 840 000 chômeurs à cause de l'augmentation de la durée de calcul des allocations, par une campagne de vaccination qui avance à pas de tortue... et par la répression et le racisme.

Après avoir été très contestée dans la rue en novembre et décembre dernier, la loi de sécurité globale revient au Sénat : elle permet de ficher les identifiants, photos, prises de positions de touTEs les contestataires, les syndicalistes, les militantEs... Au nom de la protection sanitaire, les discussions sur un éventuel « pass sanitaire » ouvrant des droits relèvent de la même démarche. Les discours islamophobes, ciblant notamment les universitaires accusés d'« islamogauchisme », visent à faire croire à un ennemi intérieur qui menacerait la République...

Aussi, l'extrême droite de Marine Le Pen et le pouvoir de Macron apparaissent de moins en moins en opposition. En réalité, si Le Pen voudrait fortement accélérer le processus et est liée aux bandes fascistes, les deux protagonistes veulent un État de plus en plus antisocial, autoritaire et raciste.

Une réponse de notre camp social est urgente

Qu'elles soient régionales ou présidentielle, les élections ne changeront pas nos vies. En revanche, il y a urgence à ce que s'exprime la voix des exploitésEs et des opprimésEs, pour défendre des mesures qui stoppent les reculs, qui améliorent vraiment nos conditions de vie. Pour faire face à l'épidémie, il faut faire du vaccin un bien commun de l'humanité, en commençant par interdire les brevets comme le propose une pétition de milliers de personnes. Pour faire face à la crise économique, il faut interdire les suppressions de postes, partager le temps de travail sans perte de salaire pour supprimer le chômage, garantir un pré-salaire d'autonomie pour les jeunes, annuler les dettes publiques et des ménages, mettre fin aux discriminations et garantir l'égalité entre touTEs, quelle que soit notre origine, notre genre, notre sexualité...

Voilà ce que les organisations du mouvement ouvrier - syndicats, associations, forces politique - pourraient défendre, dans les luttes, dans les élections, ou en construisant des assemblées populaires dans les quartiers et sur les lieux de travail, d'étude, de vie... C'est ce que porte le NPA, pour faire face à la crise du capitalisme et construire une autre société, touTEs ensemble !

Le NPA65, Tarbes, mardi 9 mars 2021